

6TH UNI GLOBAL UNION
WORLD CONGRESS 2023



UNI
global
union

**RISING
TOGETHER**
PHILADELPHIA

CHANGER LES RÈGLES POUR UNE ÉCONOMIE MONDIALE JUSTE ET INCLUSIVE

#UNIRisingTogether



CHANGER LES RÈGLES POUR UNE ÉCONOMIE MONDIALE JUSTE ET INCLUSIVE

LES RÈGLES ACTUELLES NE FONCTIONNENT PAS

Pour un trop grand nombre de personnes, l'économie mondiale ne fonctionne pas. Des milliards de gens vivent encore dans la pauvreté, sans pouvoir satisfaire leurs besoins fondamentaux, tandis que la fortune des super-riches continue de croître dans des proportions inimaginables. Bien que les nouvelles technologies aient permis de réaliser des avancées, les bénéfices ont été accaparés par ceux et celles qui sont tout en haut de l'échelle. Le changement climatique s'accélère, détruisant des vies et des moyens de subsistance. Des millions de personnes ont été privées d'accès aux vaccins alors que les pays riches ont accumulé plus de vaccins qu'ils ne pouvaient en utiliser, ce qui a mis en évidence les inégalités liées aux règles commerciales. Plus de 53 pour cent de la population mondiale ne

bénéficie d'aucune mesure de protection sociale. En bref, il est urgent de changer les règles, de donner la priorité aux individus et non aux profits, et de bâtir une économie mondiale juste et inclusive pour tout le monde.

LES RICHES DEVIENNENT ENCORE PLUS RICHES

Quel que soit l'angle sous lequel nous nous plaçons, les données sont claires. D'année en année, les riches se taillent une part de plus en plus importante du gâteau économique mondial.

Le Rapport sur les inégalités dans le monde révèle que les 10 pour cent les plus riches de la population mondiale s'approprient actuellement 52 pour cent du revenu mondial, alors que la moitié la plus pauvre de la population n'en gagne que 8,5 pour cent. Un rapport d'Oxfam, publié au début de l'année 2023, révèle que les 1 pour cent les plus riches ont accaparé près des deux tiers de toutes les nouvelles

richesses créées depuis 2020. Le rapport montre que :

« Depuis 2020, pour chaque dollar de nouvelle richesse mondiale gagné par une personne faisant partie des 90% les plus pauvres, un-e milliardaire a gagné 1,7 million de dollars. »

La campagne de la CSI pour un nouveau contrat social a mis en évidence que le monde est trois fois plus riche qu'il y a vingt ans et pourtant 70 pour cent des personnes sont toujours privées d'une protection sociale universelle, 84 pour cent des citoyens estiment que le salaire minimum n'est pas suffisant pour vivre et le droit à la négociation collective est violé dans 81 pour cent des pays. Près de la moitié de la population mondiale lutte encore pour survivre avec moins de 5,50 dollars par jour.

La crise du Covid-19 a exacerbé les inégalités. Les pays riches ont injecté d'importantes sommes d'argent public dans leur économie pour soutenir leur population, entraînant également une augmentation des prix des actifs et des

richesses tout en haut de l'échelle. En l'absence de fiscalité progressive, les super-riches ont empoché des fortunes sans précédent.

Alors que la fortune des super-riches a augmenté rapidement, la pandémie a provoqué des difficultés pour la vaste majorité de la population. Les chiffres de la CSI montrent que la pandémie de Covid-19 a détruit plus de 250 millions d'emplois dans le monde et a aggravé le sous-emploi dans de nombreux pays. Les répercussions économiques ont été ressenties tout particulièrement par les femmes, les jeunes et les personnes les plus vulnérables de la société.

Les attaques persistantes menées depuis des décennies contre la négociation collective ont également accentué le déséquilibre de richesse et de pouvoir. Ces attaques ont entraîné un recul de la couverture de négociation collective dans de nombreuses régions du monde. Rien que dans les pays de [l'OCDE](#), la couverture de négociation collective a continué de baisser, passant de 37,4 pour cent en 2000 à 32,1 pour cent en 2019, et le lien entre la

couverture de négociation collective et l'inégalité est indiscutable. Comme l'a indiqué [l'Organisation internationale du Travail](#) en 2022 : « *La négociation collective ... peut réduire efficacement les inégalités salariales, que ce soit dans une entreprise, un secteur ou une industrie.* »

Les niveaux d'inégalité actuels, qui sont en hausse presque partout depuis les années 1980, sont le résultat de choix politiques. Les gouvernements ont donné la priorité à la libéralisation et à la déréglementation au détriment de mesures qui réduisent les inégalités - impôts progressifs, réglementation, salaires minimums décents et syndicats.

En effet, l'inégalité est un choix politique et non une fatalité.

UNE CRISE DU COÛT DE LA VIE SUPPORTÉE PAR LES TRAVAILLEURS

En plus des défaillances structurelles de l'économie mondiale, les travailleurs et les travailleuses du monde entier sont aujourd'hui confrontés aux effets d'une grave crise du coût de la vie. Les

statistiques de la [CSI](#) publiées à l'occasion de la Journée mondiale du travail décent de 2022 indiquent que plus de la moitié des ménages dans le monde ont de la peine à s'en sortir et que 10 pour cent d'entre eux ne parviennent pas à faire face aux dépenses essentielles. Des millions de personnes souffrent de la faim, du manque de chauffage, de l'absence de logement ou du rationnement des médicaments. Des millions d'autres sont confrontées au stress et à l'incertitude inhérents à la précarité économique.

Le rapport du [World Economic Forum](#) publié à la fin de l'année 2022 a démontré qu'il s'agissait d'une crise réellement mondiale. Au Kenya, l'inflation atteignait son niveau le plus élevé depuis cinq ans, tandis qu'au Royaume-Uni, elle grimpait à son taux le plus élevé depuis 40 ans. En Turquie, [l'inflation annuelle était à son plus haut niveau depuis 24 ans, soit près de 80 pour cent](#) et en Australie, l'inflation enregistrait son taux le plus élevé sur plus de 20 ans. Si les dernières données montrent que l'inflation ralentit, il n'en reste pas moins que très peu de travailleurs et

de travailleuses ont récupéré la perte de valeur réelle de leur salaire.

Cette crise du coût de la vie résulte de la pandémie de Covid-19 et des conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais elle a été favorisée par le fait que de nombreuses entreprises ont pu réaliser des bénéfices exceptionnels.

Les institutions financières mondiales et les banques centrales s'attendent à ce que les travailleurs en paient le prix. Elles n'ont cessé d'augmenter les taux d'intérêt afin de provoquer un ralentissement économique et une hausse du chômage, dans le but de « calmer » le marché du travail et de réduire le pouvoir de négociation des travailleurs.

RISQUE ACCRU DE CRISE MONDIALE DE LA DETTE

L'inflation et la hausse des taux d'intérêt ont précipité de nombreux pays vers une nouvelle crise de la dette. Dans son

Rapport sur le commerce et le développement 2022, la CNUCED estime que 60 pour cent des pays à faible revenu et 30 pour cent des économies de marché émergentes sont en situation de surendettement ou sur le point de l'être, ce qui rend très probable la survenue d'une crise mondiale de la dette. Des pays entiers sont menacés de faillite, les plus pauvres dépensant aujourd'hui quatre fois plus pour rembourser leurs dettes aux riches créanciers que pour les soins de santé.

En raison de la crise de la dette, l'étude d'Oxfam démontre que les trois quarts des gouvernements mondiaux prévoient de réduire les dépenses du secteur public au cours des cinq prochaines années pour cause d'austérité. Cela signifie des coupes dans les soins de santé, l'éducation et la protection sociale, exposant les plus vulnérables à des risques encore plus grands.

UN COMMERCE INTERNATIONAL QUI NE TIENT PAS SES PROMESSES

La pandémie de Covid-19 a révélé les failles d'un système de commerce mondial conçu pour maximiser les profits et le pouvoir des entreprises. Des vaccins efficaces ont été mis au point à une vitesse sans précédent, mais le nationalisme vaccinal des pays les plus riches et les dispositions relatives à la propriété intellectuelle ont privé des millions de personnes d'une protection vitale. Pourtant l'Organisation mondiale du commerce a refusé de modifier les règles.

Si certains progrès ont été observés en matière de renforcement des protections du travail dans les accords commerciaux, par exemple dans l'accord États-Unis-Mexique-Canada succédant à l'ALENA, la plupart des accords conclus ces dernières années continuent de comporter des chapitres insuffisants ou inapplicables sur le développement durable, comme dans le Partenariat transpacifique global et progressiste ou dans le Partenariat économique régional global.

L'urgence croissante de la crise climatique a également mis le commerce en lumière. La controverse autour du Traité sur la Charte de l'énergie a conduit plusieurs pays à s'en retirer en raison du risque de procédures de règlement des différends entre investisseurs et États, qui pourraient être utilisées contre eux s'ils prenaient des mesures pour réduire ou mettre fin à leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

L'INÉGALITÉ DE GENRE PERSISTE

Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'écart mondial entre les genres pour ce qui est de la participation à la population active est toujours estimé à 27 pour cent et les progrès pour mettre fin à l'écart de rémunération entre les genres restent terriblement lents, puisqu'ils se situent toujours autour de 20 pour cent au niveau mondial. Au cours de la pandémie, les femmes ont perdu quelque 800 milliards de dollars de revenus.

PAS DE PROGRÈS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nous devrions être à sept ans seulement de la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable qui a été lancé en fanfare en 2015. Cependant, les progrès réalisés dans le cadre de tous les objectifs de développement durable (ODD) sont au point mort et il semble extrêmement improbable qu'aucun d'entre eux ne soit atteint d'ici à 2030. Le dernier rapport d'avancement indique que la pauvreté des travailleurs et des travailleuses a augmenté pour la première fois en deux décennies, bien que l'ODD 1 appelle à l'élimination de toutes les formes de pauvreté partout dans le monde. L'ODD 5 vise à réaliser l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles. Or, les femmes représentent 45 pour cent des pertes d'emploi dans le monde alors qu'elles ne constituent que 39 pour cent de tous les emplois. Nous assistons à la première augmentation des inégalités entre les pays depuis une génération, malgré l'engagement de l'ODD 10 visant à réduire les inégalités.

UNE CRISE CLIMATIQUE

Par ailleurs, le modèle économique mondial actuel est remis en cause par la nécessité d'une réforme fondamentale pour faire face à la crise existentielle du changement climatique. Notre trajectoire actuelle ne mène pas aux réductions nécessaires des émissions ayant un impact sur le climat et, sans une action urgente, nous aurons bientôt franchi le point de non-retour. Les gouvernements et les capitaux financiers continuent de soutenir les développements des combustibles fossiles alors que la décarbonisation de l'économie est une nécessité urgente, ce qui constitue un exemple flagrant de défaillance du marché.

L'HEURE DU CHANGEMENT A SONNÉ

Le temps est venu de changer les règles pour que l'économie fonctionne pour les personnes et les communautés. Il n'a jamais été aussi nécessaire de mettre en place une économie mondiale juste et

inclusive. UNI et ses affiliés doivent œuvrer à l'élaboration et au soutien de solutions de rechange au système actuel, qui a échoué.

SOLUTIONS ET CHANGEMENTS

RENFORCER LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

Des changements fondamentaux sont nécessaires au niveau structurel pour instaurer une économie mondiale juste et durable. Mais pour atteindre cet objectif, la plus grande avancée reste sans doute l'augmentation de la couverture de négociation collective pour les travailleurs et les travailleuses du monde entier. Le renforcement du pouvoir collectif et la conclusion de conventions collectives sont au cœur du travail d'UNI et de ses affiliés.

Les faits montrent qu'une plus grande couverture de négociation collective réduit les inégalités et améliore l'égalité des genres. Même l'OCDE a reconnu que la négociation collective est importante pour certains des objectifs politiques auxquels

les décideurs et les citoyens sont le plus attachés : l'emploi, les salaires, l'inégalité et la productivité.

Cependant, la négociation collective reste menacée dans de nombreux pays. La couverture générale de négociation collective ne cesse de diminuer et le droit fondamental à la négociation collective continue d'être attaqué. [L'Indice des droits dans le monde 2022 de la CSI](#) montre que le nombre de pays violant ce droit est passé de 63 pour cent en 2014 à 79 pour cent des pays en 2022. Une économie mondiale juste et inclusive ne pourra être mise en place sans inverser cette tendance. Le respect du droit de négociation collective est essentiel pour bâtir un avenir plus durable pour toutes et tous.

TAXER LES RICHES

Depuis des décennies, les taux d'imposition des plus riches sont à la baisse. Cela signifie que certains des plus riches au monde, comme Jeff Bezos et Elon Musk, paient des

taux d'imposition « réels » bien inférieurs à ceux de la grande majorité des travailleurs et des travailleuses dans le monde.

Une dynamique de plus en plus marquée se dessine en faveur d'un changement fondamental. [Oxfam a publié un rapport d'envergure](#) coïncidant avec la tenue du World Economic Forum 2023, appelant à une augmentation considérable de l'imposition des plus riches. Il s'agit là d'une mesure importante que les gouvernements pourraient prendre dès maintenant pour réduire les inégalités et stimuler l'investissement dans un avenir plus juste et plus durable. Le rapport contient une nouvelle analyse montrant qu'un impôt annuel sur la fortune de 5 pour cent sur les multimillionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1.700 milliards de dollars par an, ce qui suffirait à sortir 2 milliards de personnes de la pauvreté. [UNI](#) et ses affiliés ont fait passer ce même message sur la nécessité d'une redistribution des richesses par le biais de la fiscalité face à la crise du coût de la vie. Des progrès lents mais encourageants ont été

réalisés au niveau mondial où, pour la première fois, un accord a été conclu à l'OCDE sur les taux minimums d'imposition des sociétés. Mais ce taux, de 15 pour cent seulement, est bien inférieur au taux de 25 pour cent qui a été largement réclamé, et il reste encore beaucoup à faire, tant en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés que la nécessité pour les plus riches de payer beaucoup plus d'impôts.

FAIRE EN SORTE QUE LE COMMERCE PROFITE À TOUT LE MONDE

UNI et ses affiliés ont continué à faire campagne en faveur de nouvelles règles pour le commerce international. Le commerce numérique est un domaine particulièrement important pour les secteurs d'UNI car ils craignent que la structure actuelle des accords sur le commerce numérique ne restreigne la capacité des gouvernements à légiférer sur des questions telles que l'imposition du commerce électronique, la localisation des données et la nécessité de soumettre les algorithmes à un examen approfondi. Cette

attention portée au nouveau domaine des accords sur le commerce numérique s'ajoute aux demandes actuelles d'inclusion de droits du travail contraignants et applicables, d'exclusion des services publics du commerce international, de suppression des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États et de protection du droit de réglementer.

Le Conseil des Global Unions a appelé à l'équité vaccinale en lien avec le Covid-19 et ce principe oriente désormais la contribution des syndicats au processus relatif à une éventuelle convention de l'Organisation mondiale de la santé sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies.

UN SECTEUR FINANCIER DURABLE ET RESPONSABLE

Une économie juste et inclusive nécessite également un secteur financier plus durable et plus responsable, étant donné qu'il reste un élément moteur de l'économie mondiale. Ce secteur doit

défendre les droits des travailleurs et agir dans l'intérêt des individus et de l'économie réelle, au service de la société et non l'inverse.

Il est essentiel de mettre en place une réglementation plus efficace pour éviter les risques systémiques et veiller à ce que le secteur financier puisse encourager les investissements à long terme des entreprises. Les cas récents de l'effondrement de la Silicon Valley Bank et de la crise du Crédit Suisse ont démontré que les gouvernements n'ont pas tiré les leçons de la crise bancaire de 2008 et que les risques pour la société dans son ensemble et pour l'économie restent considérables.

Il reste important de protéger les emplois et les conditions de travail du personnel du secteur financier, à l'heure où ce dernier continue de subir des restructurations massives. Toutefois, les efforts se multiplient pour tenir les institutions financières responsables des investissements qu'elles réalisent et qu'elles soutiennent. Parmi les exemples, citons la pression exercée sur les

institutions financières pour leurs investissements dans des pays où les droits humains sont gravement bafoués, comme le Myanmar, l'engagement auprès des investisseurs sur les questions de droits du travail et le renforcement de la voix des syndicats dans le cadre du rôle clé que joue le secteur financier dans la nécessaire transition verte.

REMETTRE EN QUESTION LE POUVOIR DES MONOPOLES

La domination économique des méga-entreprises et l'augmentation du pouvoir monopolistique dans l'ensemble de l'économie menacent la démocratie et procurent à un trop grand nombre d'entreprises un avantage anticoncurrentiel. Cette domination du marché s'est manifestée notamment lorsque les entreprises ont pu profiter de l'inflation.

Amazon est le parfait exemple d'une entreprise qui tire profit de sa taille et de sa maîtrise de la technologie, ce qui lui permet d'exercer une influence et un

pouvoir considérables. Elle gère une plateforme de vente sur laquelle elle vend ses propres produits en « concurrence » avec d'autres. Elle contrôle également l'algorithme publicitaire qui s'appuie sur les données qu'elle recueille auprès de ses millions de clients. En quoi cette situation peut-elle être équitable pour les autres entreprises qui vendent sur Amazon.com ?

Alors même qu'Amazon a recouru à des mécanismes agressifs d'évasion fiscale pour réduire l'impôt sur les sociétés, déjà minime, qu'elle paie, elle a bénéficié de plus de 4,7 milliards de US\$ de subventions publiques.

UNI et ses affiliés s'impliquent auprès des autorités de la concurrence pour souligner à quel point les décisions en matière de concurrence ont des répercussions sur les travailleurs, et ce, souvent en collaboration avec d'autres organisations de la société civile.

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

L'appel collectif des syndicats mondiaux en faveur d'un nouveau contrat social repose sur la combinaison de ces éléments. La

demande pour un nouveau contrat social englobe les principaux fondements politiques permettant de bâtir une économie juste et inclusive pour toutes et tous, autour des thèmes clés de l'emploi, des droits, des salaires, de la protection sociale universelle, de l'égalité et de l'inclusion.

La proposition du Secrétaire général des Nations unies d'étendre considérablement la protection sociale fait écho à l'appel lancé en faveur d'un nouveau contrat social. Cette expansion est nécessaire pour assurer une reprise durable après la pandémie de Covid-19 et pour réduire les inégalités. En consacrant davantage de moyens à la protection sociale, il est possible de sortir des millions de personnes de la pauvreté et de leur garantir l'accès à l'éducation et aux soins de santé. Si l'on y ajoute les investissements dans l'économie verte et l'économie des soins, 400 millions de nouveaux emplois pourraient être créés d'ici à 2030, selon les estimations de [l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale](#) des Nations unies.

CONCLUSION

En 1944, dans la Déclaration de Philadelphie, l'OIT affirmait que « *le travail n'est pas une marchandise; la liberté d'expression et d'association est une condition indispensable d'un progrès soutenu et la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous* » Cette conviction reste d'actualité au moment où UNI, elle aussi, se réunit à Philadelphie pour son 6e Congrès mondial. UNI et ses affiliés continuent à montrer la voie pour exiger un nouveau contrat social, garantir que les riches paient leurs impôts, lutter en faveur de règles commerciales et d'un secteur financier responsables qui œuvrent pour le bien de toutes et de tous, et surtout pour renforcer et élargir la couverture de négociation collective.



8-10 Avenue Reverdil
1260 Nyon, Switzerland
+41 22 365 2100
contact@uniglobalunion.org
www.uniglobalunion.org

#UNIRisingTogether